

**N° 25/CA du répertoire**

**N° 2005-51/CA<sub>2</sub> du Greffe**

**Arrêt du 14 mars 2013**

**INSTANCE : GUEDOU Alain Jacques**

**C/**

**DG-CNSS**

**REPUBLIQUE DU BENIN**

**AU NOM DU PEUPLE BENINOIS**

**COUR SUPREME**

**CHAMBRE ADMINISTRATIVE**

La Cour,

Vu la requête introductive d'instance en date à Cotonou du 08 mars 2005, enregistrée au greffe de la Cour le 18/3/2005 sous n°357/GCS, par laquelle monsieur GUEDOU Alain Jacques, contrôleur des services de sécurité sociale, demeurant et domicilié à Cotonou, VEDOKO carré 821, assisté de maître Gervais HOUEDETE, Avocat à la Cour, a introduit devant la Cour un recours en annulation pour excès de pouvoir contre le refus par son employeur, la Caisse nationale de sécurité sociale (CNSS), de lui payer la prime exceptionnelle au titre de l'année 2003 ;

Vu l'ordonnance n°21/PR du 26 avril 1966 portant Composition, Organisation, Fonctionnement et Attributions de la Cour suprême, remise en vigueur par la loi n°90-012 du 1<sup>er</sup> juin 1990, applicable au moment des faits ;

Vu la loi n° 2004-07 du 23 octobre 2007 portant Composition, Organisation, Fonctionnement et Attributions de la Cour suprême ;

Vu la loi n° 2004-20 du 17 août 2007 portant règles de procédures applicables devant les formations juridictionnelles de la Cour suprême ;

Vu les pièces du dossier ;

Où le Président Grégoire ALAYE en son rapport ;

Où l'Avocat Général Raoul Hector OUENDO en ses conclusions ;

Après en avoir délibéré conformément à la loi ;

Considérant que par lettre n° 0089/GCS du 17 janvier 2006, reçue pour son compte au cabinet de maître Robert DOSSOU le 19 janvier 2006, une mise en demeure a été adressée au requérant, lui rappelant les termes des articles 69 et 70 de l'ordonnance n° 21/PR du



26 avril 1966 organisant la procédure devant la Cour suprême, en vigueur au moment des faits ;

Que la mise en demeure est restée sans suite ;

Considérant que les articles 69 et 70 de l'ordonnance n° 21/PR sus-indiquée prescrivent :

« Article 69 : Lorsque les délais impartis par le rapporteur prévus à l'article 51 se trouvent expirés, le Greffier en chef adresse à la partie qui n'a pas observé le délai, une mise en demeure comportant un nouveau et dernier délai.

Article 70 : Si la mise en demeure reste sans effet, la Chambre administrative statue.

Dans ce cas, si c'est le demandeur qui n'a pas observé le délai, il est réputé s'être désisté et l'affaire est classée ; si c'est l'administration, elle est réputée avoir acquiescé aux faits exposés dans la requête. » ;

Considérant que la mise en demeure adressée au requérant étant restée sans effet, il est réputé s'être désisté et qu'il y a lieu de classer l'affaire ;

### **PAR CES MOTIFS.**

### **DECIDE :**

**ARTICLE 1er** : Monsieur GUEDOU Alain Jacques est réputé s'être désisté.

**Article 2** : L'affaire est classée.

**Article 3** : Le présent arrêt sera notifié aux parties et au Procureur Général près la Cour suprême.

Ainsi fait et délibéré par la Cour suprême (Chambre Administrative) composée de :

Grégoire ALAYE, Président de la Chambre Administrative,

PRESIDENT ;

Bernadette HOUNDEKANDJI-CODJOVI

ET

Victor D. ADOSSOU

CONSEILLERS ;

Et prononcé à l'audience publique du jeudi quatorze mars deux mille treize, la Chambre étant composée comme il est dit ci-dessus en présence de :

Raoul Hector OUENDO, Avocat Général,

MINISTERE PUBLIC ;

Hortense LOGOSSOU-MAHMA,

Greffier ;

Et ont signé

Le Président-rapporteur,

Le Greffier,



Grégoire ALAYE



Hortense LOGOSSOU-MAHMA

